

22 octobre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'aide en faveur du développement du Mali, à Paris le 22 octobre 2015.

Monsieur le Président de la République du Mali, Cher Ibrahim,
Merci pour cette présence dans le cadre de la visite d'Etat,
Merci aussi pour la brièveté du propos, car je sais que cela a été une grande frustration.
Le Président du Mali avait tant à vous dire, tant à vous exprimer, tant à louer l'effort qui a été engagé depuis qu'il est Président de la République pour assurer la réconciliation.
Il avait tant à vanter les beautés et les atouts de son pays. Alors, il le fera dans d'autres circonstances et vous pourrez vous reporter à son texte écrit même s'il n'aura pas le charme de la langue qu'il a utilisée ce matin.

Je salue Mesdames et Messieurs les Ministres, les représentants des institutions internationales et vous, Monsieur le Secrétaire général de l'OCDE, cher Angel GURRIA,

Je ne sais pas comment vous faites, vous vous déployez sur tous les terrains, vous êtes un des artisans de la régulation mondiale, de la lutte contre l'optimisation fiscale, et il y a beaucoup à faire. Vous agissez pour la transparence, pour la lutte contre la corruption. Vous vous impliquez dans la préparation de la Conférence sur le climat et Laurent FABIUS vous en est vraiment redevable.

Vous faites en sorte aussi de publier vos rapports. Vous n'oubliez aucun pays, en tout cas jamais le mien et vous savez que vos conseils sont presque des instructions. Nous veillons, dans le cadre que vous avez défini, à améliorer la compétitivité de notre économie tout en assurant les garanties de son système social, sans lesquels il ne peut pas y avoir de confiance.

En plus de toutes vos charges, et de celles de votre institution, vous avez voulu vous engager aussi pour accompagner le Mali et notamment le Nord du Mali pour son développement et je voulais vous en remercier.

Vous avez cité les défis du Mali : la formation des jeunes, les infrastructures, l'accès à l'énergie, à l'eau également, le développement de l'agriculture, ce sont des sujets qui n'intéressent pas que le Mali, mais que le Mali est davantage soucieux de traiter. Car le Mali doit être un exemple et, si nous tenons cette réunion aujourd'hui c'est pour montrer à des pays qui sont dans le malheur, dans la noirceur, dans le doute sur l'avenir, qu'il est possible de réussir, qu'il est possible après une guerre, après le terrorisme de pouvoir enfin trouver des voies d'un avenir harmonieux.

Cela paraît inaccessible quand il y a cette torpeur qui frappe un pays, cette horreur qui peut le saisir et, une fois encore, le chemin qu'a parcouru le Mali permet de penser que l'espoir est possible. Car il y a eu du chemin parcouru depuis le 11 janvier 2013. Quelle était la situation à l'époque ? Le pays était occupé au Nord par des groupes terroristes, qui entendaient en plus faire main basse sur l'ensemble du territoire. Bamako était menacé par une junte qui n'avait pas accepté, ou plutôt avait été contrainte d'accepter de remettre le pouvoir, le peuple était en attente d'un gouvernement légitime et le Mali était privé de toute aide au développement.

Aujourd'hui se retrouvent ici tous ceux qui ont travaillé ensemble pour sortir le Mali de cette situation. L'Union africaine, les organisations régionales, les Nations Unies qui ont déployé la Minusma. L'Union européenne qui accompagne le Mali, et je me souviens d'une réunion très importante qui s'était tenue à Bruxelles, c'était en mai 2013. 55 partenaires avaient promis d'apporter leur appui à hauteur de plus de 3 milliards d'euros et la plupart ont tenu parole.

à apporter leur appui à hauteur de plus de 5 milliards d'euros et la plupart ont tenu parole. Puis, il y a eu aussi l'implication des Maliens eux-mêmes, parce qu'il n'aurait pas été possible, sans la mobilisation des autorités légitimes et notamment du Président KEITA, après son élection et de l'ensemble des parties prenantes de la vie politique malienne, de donner cette perspective s'il n'y avait pas cette solidarité et cet engagement.

La France a été depuis ce 11 janvier 2013 aux côtés du Mali. D'abord l'intervention militaire que j'ai décidée a permis de repousser les terroristes qui occupaient le Nord et l'opération Serval a été aussi rapide que brillante. Cela nous a permis trois semaines plus tard de nous retrouver à Tombouctou et d'être émus jusqu'aux larmes par cette population malienne qui venait nous dire sa gratitude, après avoir connu l'horreur et l'oppression.

La France n'a pu le faire que parce que le Mali le lui avait demandé, les Etats africains l'avaient sollicitée, les Nations Unies lui avaient offert un cadre juridique de légitimité incontestable et parce que nous avons été accompagnés par les pays européens.

Cette opération Serval est devenue l'opération Barkhane et elle vise aujourd'hui à sécuriser l'ensemble de la région au-delà même du Mali. Je sais quel tribut il convient de payer pour atteindre ce but de la sécurité et de la paix. Nombreux soldats français ont été frappés, plusieurs récemment ont été gravement blessés, et nous voulons ici leur rendre hommage.

La France a également mobilisé -au-delà de l'opération militaire- une aide importante pour assurer le relèvement du Mali. Elle a engagé 300 millions d'euros en 2013 et 2014, et je vous remercie de l'avoir rappelé, avec des projets emblématiques. L'hôpital de Mopti, l'alimentation en eau potable de la ville de Bamako, la construction de lycées, de centres de formation partout dans le pays.

La France a également voulu apporter son soutien politique, vous l'avez rappelé cher Ibrahim, une étape fondamentale a été franchie avec la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, grâce à la médiation algérienne. Je salue à mon tour la présence du ministre LAMAMRA car le Président BOUTEFLIKA et le Gouvernement algérien ont été des partenaires essentiels pour atteindre ce résultat.

Mais cet accord devait être ambitieux, il ne pouvait pas être partiel, il devait être inclusif et global, c'est-à-dire faire en sorte que toutes les parties prenantes puissent se retrouver. Je veux ici les saluer car il ne pouvait pas y avoir de paix si les représentants du Nord ne se sentaient pas eux-mêmes pleinement considérés, reconnus, impliqués mais dans le cadre de l'intégrité du Mali. Cet accord qui a été long à être négocié puis, à être conclu comme tous les accords qui sont sérieux, a été immédiatement suivi d'avancées tout à fait décisives. La ville de Kidal a récemment accueilli les représentants de l'administration et l'Etat malien envisage, je crois que c'est fait au moment où je m'exprime, la réouverture des écoles et des services publics. Quel plus beau symbole que d'ouvrir une école ?

Je le reconnais bien volontiers, le processus est fragile et il appelle une grande vigilance et s'il n'y a pas l'accompagnement économique, s'il n'y a pas le développement, s'il y a la pauvreté qui continue de frapper, alors, nous le savons bien, les mêmes causes produiront les mêmes effets, et il y aura même -j'en suis sûr- des groupes qui voudront appeler une fois encore à l'action armée pour non pas faire entendre des droits mais, pour insuffler les thèses du terrorisme que nous retrouvons ailleurs. Notre responsabilité est grande et je fais confiance à tous les groupes signataires de l'Accord de paix de tenir la parole qui a été donnée.

Aujourd'hui l'OCDE nous invite à nous engager à nouveau en faveur du Mali et je suis très fier, qu'une nouvelle fois, ce soit vers la France que vous vous tourniez. La France restera en première ligne. Entre le 1er janvier 2015 jusqu'en 2017, la France consacrera plus de 360 millions d'euros au développement du Mali, dont près de 80 millions d'euros pour les régions du Nord. Il s'agit des décaissements et des nouveaux engagements prévus pour ces trois années et pour que vous n'ayez aucun doute sur la capacité budgétaire de la France -je le dis surtout en direction du secrétaire général de l'OCDE, qui peut faire des vérifications nécessaires, Laurent FABIUS a fait voter dans le cadre de la loi de finances, le renforcement des crédits de l'aide publique au développement pour que nous puissions assurer le versement de ces sommes au Mali- et au-delà des engagements que nous avons à prendre dans le cadre de la conférence sur le climat.

Nous allons également appuyer la réforme du secteur de la sécurité au Mali et c'est un engagement de 4 millions d'euros qui sera porté dès 2015, car il ne peut pas y avoir de développement sans sécurité. Nous allons également agir dans de nombreux secteurs clés en liaison avec le Gouvernement et avec les autorités locales. C'est le développement rural à Ségou, c'est la santé à Mopti, c'est l'éducation à Gao, c'est le développement local à Kidal, c'est-à-dire que nous voulons intervenir sur tout le territoire. Quand je dis intervenir, c'est à travers des politiques de développement et faire en sorte que nous puissions également mobiliser toute la diaspora malienne, car c'est un atout pour le Mali, ces hommes et ces femmes dispersés dans le monde et présents aussi en France et qui par leur travail peuvent également mobiliser une épargne, qui peut s'investir au Mali. Je leur fais confiance. Je les ai vus également ces Maliens de France se mobiliser lorsque l'essentiel était en cause. Ils sont attachés à leur pays, ils n'oublient pas leurs origines et s'ils ont maintenant le centre de leurs activités professionnelles en France, ils veulent le plus souvent les mettre à la disposition du Mali. L'Agence Française de Développement, qui va d'ailleurs être renforcée puisque nous allons réaliser une réforme structurelle -une de plus cher Angel GURRIA, mettez le bien dans le prochain rapport- qui va consister à regrouper l'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts, à l'occasion du bicentenaire de cette grande institution, nous allons pouvoir avoir davantage de moyens pour prêter, pour investir et parfois même pour apporter des dons ou des capitaux pour le développement. Cette Agence Française de Développement va prendre en compte les spécificités particulières du Nord, elle l'a inscrit dans son programme.

Vous savez, il y a cette grande question des migrations et des réfugiés qui interpelle tous les pays. Pays d'abord africains qui sont ceux qui accueillent le plus de réfugiés dans le monde. Pays du Moyen-Orient où des millions de personnes ont trouvé là-bas un accueil précaire fuyant les zones de guerre. Oui, cette question des migrants, des réfugiés forcément concerne l'Europe, comment peut-elle, l'Europe, être à côté de ces mouvements de population, de ces femmes et des hommes qui fuient, qui craignent pour leur vie, qui connaissent encore en ce moment même en Syrie, des bombardements ?

Il est très important que nous puissions agir pour prévenir les migrations et c'est le sens de la conférence de La Valette qui va se tenir au mois de novembre et qui va porter le partenariat entre l'Europe et l'Afrique à un plus haut niveau, de manière à ce que les pays africains puissent être soutenus dans leur développement. Il ne s'agit pas d'échanger je ne sais quelle aide matérielle avec la garantie que ces populations seront fixées, ce ne serait pas respectable, ni respectueux. Il est très important, en revanche, que l'Europe avec l'Afrique puissent avoir des grands projets, et quel plus grand projet pouvait-on, d'ailleurs, porter que celui sur la lutte contre le réchauffement climatique et le développement durable, pour l'accès à l'eau, pour l'accès à l'énergie, pour l'accès à l'électricité, pour les grandes infrastructures pour les nouvelles technologies. Je fais donc, moi, un lien direct entre cette question d'immigration qui doit être suivie par un partenariat entre l'Europe et l'Afrique et la conférence sur le climat. Ce sont des masses financières que nous pouvons employer, utiliser pour le développement et notamment celui du Mali et de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Voilà pourquoi, il était si important que nous puissions tenir cette réunion ici à Paris, à l'occasion de la visite d'Etat du Président KEITA et que nous puissions nous adresser, au-delà du Mali, à toutes les régions du monde qui souffrent, pour leur faire la démonstration que ce qui était possible en à peine 3 ans, ce n'est rien à l'échelle d'une génération, d'un pays. Trois ans pour passer de l'état de guerre à l'état de paix. Trois ans pour vaincre le terrorisme qui allait envahir tout le pays. Trois ans pour assurer une réconciliation.

Ce qui a été possible pour le Mali doit être possible au-delà du Mali, mais nous avons un dernier exemple à pouvoir afficher comme résultat de nos interventions et de nos actions, c'est le développement harmonieux du Mali. Demain, s'il y a, non seulement un Mali en paix, un Mali réconcilié, un Mali démocratique, un Mali exemplaire en matière d'institutions et en plus un Mali en développement, alors vous pourrez être fier, Monsieur le Président de ce que vous aurez fait et nous-mêmes, nous aurons été à la hauteur de nos responsabilités. C'est un rayon de lumière

que nous pouvons envoyer dans les pays qui sont aujourd'hui dans les ténèbres.
Merci.